

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

20 JUIN 1994

PROPOSITION DE LOI

**complétant l'article 53, alinéa 3,
de la loi du 8 avril 1965, relative à
la protection de la jeunesse et
y insérant un article 100bis**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
JUSTICE (1)

PAR M. SWENNEN

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de loi au cours de sa réunion du 16 juin 1994.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Ylief.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. De Clerck, Desmet,
Mme Merckx-Van Goeij,
MM. Vandeurzen, Van
Parys.
P.S. MM. Mayeur, Minet, Mou-
reaux, Ylief.
V.L.D. MM. Berben, Coveliers, De-
wael, Verwilghen.
S.P. MM. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.R.L. M. Duquesne, Mme Sten-
gers.
P.S.C. M. Beaufays, Mme de T'Ser-
claes.
Ecolo/ Agalev M. Simons, Mme Vogels.
Vl. Mme Dillen.
Blok

B. — Suppléants :

M. Breyne, Mme Leysen, M. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mme Burgeon (C.), MM. Canon,
Eerdeken, Poty, Walry.
MM. Chevalier, De Groot, Kemp-
naire, Platteau, Versnick.
MM. De Mol, Logist, Peeters (J.),
Van der Sande.
MM. De Decker, Reynders, Simonet.
Mme Corbisier-Hagon, MM. Hol-
logne, Poncelet.
Mme Aelvoet, MM. Brisart, Dallons.
MM. Annemans, Van Overmeire.

Voir :

- 1465 - 93 / 94 :

— N° 1 : Proposition de loi de M. Grimberghs, Mme Merckx-
Van Goeij, MM. Mayeur et Landuyt.

— N° 2 : Amendement.

Voir également :

— N° 4 : Texte adopté par la Commission.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

20 JUNI 1994

WETSVOORSTEL

**tot aanvulling van artikel 53, derde lid,
van de wet van 8 april 1965 betreffende de
jeugdbescherming en tot invoeging van
een artikel 100bis in dezelfde wet**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER SWENNEN

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsvoorstel behandeld tijdens haar vergadering van 16 juni 1994.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Ylief.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. De Clerck, Desmet,
Mevr. Merckx-Van Goeij,
HH. Vandeurzen, Van
Parys.
P.S. HH. Mayeur, Minet, Mou-
reaux, Ylief.
V.L.D. HH. Berben, Coveliers, De-
wael, Verwilghen.
S.P. HH. Landuyt, Swennen,
Vande Lanotte.
P.R.L. H. Duquesne, Mevr. Sten-
gers.
P.S.C. H. Beaufays, Mevr. de T'Ser-
claes.
Ecolo/ Agalev H. Simons, Mevr. Vogels.
Vl. Mevr. Dillen.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

H. Breyne, Mevr. Leysen, H. Van-
dendriessche, N., N., N.
Mevr. Burgeon (C.), HH. Canon,
Eerdeken, Poty, Walry.
HH. Chevalier, De Groot, Kemp-
naire, Platteau, Versnick.
HH. De Mol, Logist, Peeters (J.),
Van der Sande.
HH. De Decker, Reynders, Simonet.
Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Hol-
logne, Poncelet.
Mevr. Aelvoet, HH. Brisart, Dallons.
HH. Annemans, Van Overmeire.

Zie :

- 1465 - 93 / 94 :

— N° 1 : Wetsvoorstel van de heer Grimberghs,
Mevr. Merckx-Van Goeij, de heren Mayeur en
Landuyt.

— N° 2 : Amendement.

Zie ook :

— N° 4 : Tekst aangenomen door de Commissie.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF PAR L'UN DES AUTEURS

La présente proposition vise à permettre une application rationnelle de la loi du 2 février 1994, non encore publiée au *Moniteur belge*, en ce qui concerne les procédures en cours.

Les dispositions contenant des délais de procédure ne s'appliqueront qu'aux procédures qui ont fait l'objet d'un acte introductif d'instance après l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 1994.

De la sorte, on pourra tenir compte des nouveaux délais qui sont nécessaires à la mise en œuvre des articles modifiés par la loi du 2 février 1994.

II. — DISCUSSION ET VOTES

Intitulé

M. Grimberghs propose de compléter l'intitulé de la proposition par la référence à la loi du 2 février 1994 qui a modifié la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

La Commission marque à l'unanimité son accord quant à ce nouvel intitulé.

Article 1^{er}

Le gouvernement dépose un amendement n° 1 qui vise à remplacer le § 1^{er} de l'article 100bis par la disposition suivante :

« Pour les affaires en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 2 février 1994, les délais prévus aux articles 50, § 1^{er}, alinéa 3, 52bis, 52ter, alinéa 6, 52quater, alinéa 1^{er} et alinéa 7, 53, alinéa 3 et 60, alinéa 3 et alinéa 4 se calculent à partir du lendemain de l'entrée en vigueur de ladite loi » (Doc. n° 1465/2).

Le représentant du ministre précise que cet amendement est la conséquence des remarques formulées par la Fédération nationale des magistrats de la jeunesse, par la Ligue des droits de l'homme et par M. Lelièvre, délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse pour la Communauté française, selon lesquelles cet article ne paraît pas de nature à éviter des traitements trop discriminatoires entre les jeunes faisant l'objet d'une intervention du tribunal de la jeunesse.

Il relève à titre d'exemple que selon qu'une personne aura fait l'objet d'une saisine du tribunal avant ou après l'entrée en vigueur de la loi, la procédure préparatoire ne sera pas limitée dans le temps ou sera limité à six mois (article 52bis). On pourrait imaginer que le dossier d'un jeune déféré au juge à treize ans ne soit jamais jugé avant l'âge de dix-huit ans. De

I. — INLEIDING DOOR EEN VAN DE INDIENERS

Het onderhavige voorstel beoogt, met betrekking tot de lopende procedures, een rationele toepassing van de wet van 2 februari 1994 die nog niet in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

De bepalingen die de proceduretermijnen bevatten zullen slechts van toepassing zijn op de procedures die, na de inwerkingtreding van de wet van 2 februari 1994, het voorwerp waren van een akte van rechtsingang.

Aldus zal men rekening kunnen houden met de nieuwe termijnen die noodzakelijk zijn om de bij de wet van 2 februari 1994 gewijzigde artikelen ten uitvoer te kunnen leggen.

II. — BESPREKING EN STEMMINGEN

Opschrift

De heer Grimberghs stelt voor het opschrift van het voorstel aan te vullen door te verwijzen naar de wet van 2 februari 1994 die de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming heeft gewijzigd.

De Commissie is het met dat nieuwe opschrift eenparig eens.

Artikel 1

De regering dient een amendement n° 1 in dat ertoe strekt § 1 van artikel 100bis te vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de zaken die hangend zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet van 2 februari 1994, worden de termijnen waarin de artikelen 50, § 1, derde lid, 52bis, 52ter, zesde lid, 52quater, eerste en zevende lid, 53, derde lid, en artikel 60, derde en vierde lid voorzien, berekend vanaf de dag die volgt op de inwerkingtreding van genoemde wet » (Stuk n° 1465/2).

De vertegenwoordiger van de minister verduidelijkt dat dit amendement is ingegeven door de opmerkingen van de Nationale Federatie van de jeugdmagistraten, van de Liga van de mensenrechten en van de heer Lelièvre, « délégué général aux droits de l'enfant et à l'aide à la jeunesse » bij de Franse Gemeenschap, luidens welke dit artikel niet kan voorkomen dat jongeren die met de jeugdrechtbank in aanraking komen, ongelijk worden behandeld.

Bij wijze van voorbeeld haalt hij aan dat al naargelang een persoon het voorwerp zal zijn van een aanhangigmaking bij de rechtbank vóór of na de inwerkingtreding van de wet, de voorbereidende procedure in het ene geval niet zal beperkt zijn in de tijd en in het andere geval beperkt zal zijn tot zes maanden (artikel 52bis). Men zou zich kunnen voorstellen dat

même, un jeune déféré quelques jours avant l'entrée en vigueur de la loi, placé en régime éducatif fermé avant ou après celle-ci ne bénéficiera pas de la garantie de la limitation de la durée de la mesure provisoire à trois mois alors que celui qui sera déféré et placé après l'entrée en vigueur de la loi bénéficiera de toutes les garanties (article 52*quater*). Enfin, un jeune ayant fait l'objet d'une mesure de placement avant l'entrée en vigueur de la loi ne bénéficiera pas de la révision annuelle obligatoire de la mesure (article 60, alinéa 3).

En conséquence, il propose de ne pas limiter l'octroi des garanties nouvelles prévues aux articles repris à l'article 1^{er} de la proposition aux nouvelles procédures mais de préciser tout simplement que les délais inscrits dans les dispositions concernées se calculeront, en ce qui concerne les procédures en cours au moment de l'entrée en vigueur de la loi, à partir du lendemain de celle-ci.

*
* *

L'amendement n° 1 est adopté à l'unanimité.

L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté par le même vote.

Suite à l'adoption de l'article 1^{er bis}, cet article 1^{er} devient l'article 3 du texte adopté par la commission.

Art. 1^{er bis} (nouveau)

Le gouvernement présente un amendement n° 2 qui tend à compléter l'article 52*quater* par l'alinéa suivant : « Le délai de citation devant la Cour est de trois jours » (Doc. n° 1465/2).

Le représentant du ministre justifie cet amendement par le fait que l'article 52*quater* fixe à quinze jours le délai dans lequel la chambre de la jeunesse de la Cour d'appel doit statuer sur le recours formé contre une mesure provisoire de garde en régime éducatif fermé. Ce délai se calcule à dater de l'acte d'appel jusqu'au jour du prononcé de l'arrêt.

L'alinéa 3 de l'article 46 fixe à dix jours le délai ordinaire de citation devant les juridictions de la jeunesse. Il va de soi qu'il serait matériellement impossible de fixer une affaire en temps utile devant la Cour sans abréviation de ce délai.

La référence, dans cet alinéa, à l'article 184, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle ne permet pas d'abréger le délai à trois jours, du fait que la loi relative à la détention préventive n'est pas applicable aux mineurs.

Il est donc proposé, par une disposition spéciale, d'abréger le délai dans la même proportion que ce qui est prévu pour les majeurs.

een dossier van een jongere die enkele dagen vóór de inwerkingtreding gedaagd wordt niet de waarborg geniet van de beperking van de duurtijd van de voorlopige maatregel tot drie maanden, terwijl deze die na de inwerkingtreding van de wet zal gedaagd en geplaatst worden alle waarborgen zal genieten (artikel 52*quater*). Ten slotte zal een jongere die het voorwerp zal zijn van een plaatsingsmaatregel vóór of na de inwerkingtreding van de wet niet de verplichte jaarlijkse herziening van de maatregel (artikel 60, derde lid) kunnen genieten.

Hij stelt bijgevolg voor de toekenning van de nieuwe waarborgen waarin de artikelen opgesomd in artikel 1 van het voorstel voorzien, niet te beperken tot de nieuwe procedures, maar eenvoudigweg nauwkeurig te bepalen dat de termijnen vastgelegd in de betrokken bepalingen zullen berekend worden, wat de procedures betreft die aan de gang zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van de wet, vanaf de dag die hierop volgt.

*
* *

Amendement n° 1 wordt eenparig aangenomen.

Het aldus gewijzigde artikel 1 wordt met dezelfde stemming aangenomen.

Door de goedkeuring van artikel 1^{bis} wordt dit artikel 1 artikel 3 van de door de Commissie aangenomen tekst.

Art. 1^{bis} (nieuw)

De regering dient een amendement n° 2 in dat ertoe strekt artikel 52*quater* aan te vullen met het volgende lid : « De termijn van dagvaarding voor het hof bedraagt drie dagen » (Stuk n° 1465/2).

De vertegenwoordiger van de minister verantwoordt dit amendement door erop te wijzen dat artikel 52*quater* bepaalt dat de jeugtkamer van het hof van beroep binnen een termijn van vijftien dagen uitspraak dient te doen over het hoger beroep tegen een voorlopige maatregel van bewaring in een gesloten opvoedingsafdeling. Die termijn wordt berekend vanaf de akte van beroep tot de dag van de uitspraak van het arrest.

Artikel 46, derde lid, legt de gewone termijn van dagvaarding voor de jeugdrechtsbanken vast op 10 dagen. Het spreekt voor zich dat het materieel onmogelijk is tijdig een rechtsdag voor een hof te bepalen zonder die termijn in te korten.

De verwijzing in dit lid naar artikel 184, derde lid, van het Wetboek van Strafvordering maakt het niet mogelijk de termijn te verkorten tot drie dagen, aangezien de wet op de voorlopige hechtenis niet van toepassing is op minderjarigen.

Er wordt bijgevolg voorgesteld door middel van een bijzondere bepaling de termijn in te korten in dezelfde verhouding als die waarin is voorzien voor de meerderjarigen.

L'amendement n° 2 est adopté à l'unanimité.

Pour des motifs légistiques, cet article 1^{er}*bis* devient l'article 1^{er} du texte adopté par la commission, rédigé comme suit :

« L'article 52^{quater} de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, modifiée par la loi du 2 février 1994 est complété par l'alinéa suivant :

« Le délai de citation devant la Cour est de trois jours ». ».

Art. 2

Cet article n'a fait l'objet d'aucune observation et est adopté à l'unanimité.

Suite à l'adoption de l'amendement n° 2 du gouvernement visant à insérer un article 1^{er}*bis*, sa rédaction doit être adaptée.

Art. 3

M. Grimberghs fait remarquer qu'il y a lieu de compléter la date de la loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, par celle du 2 février 1994.

Cet article est adopté à l'unanimité. Suite à l'adoption de l'amendement n° 2 du gouvernement visant à insérer un article 1^{er}*bis*, cet article devient l'article 4.

*
* *

L'ensemble de la proposition, ainsi modifiée, est adoptée à l'unanimité.

Le Rapporteur,

G. SWENNEN

Le Président,

Y. YLIEFF

Amendement n° 2 wordt eenparig aangenomen.

Om wetgevingstechnische redenen wordt dit artikel 1^{bis} artikel 1 van de tekst aangenomen door de Commissie, in de volgende lezing :

« Artikel 52^{quater} van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugbescherming, gewijzigd bij de wet van 2 februari 1994 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De dagvaardingstermijn voor het Hof bedraagt drie dagen ». ».

Art. 2

Over dit artikel worden geen opmerkingen gemaakt. Het wordt eenparig aangenomen.

Door de goedkeuring van amendement n° 2 van de regering tot invoeging van een artikel 1^{bis} moet de lezing van het artikel worden aangepast.

Art. 3

De heer Grimberghs merkt op dat de datum moet worden vermeld van de wet tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, namelijk 2 februari 1994.

Dit artikel wordt eenparig aangenomen. Door de goedkeuring van amendement n° 2 van de regering tot invoeging van een artikel 1^{bis} wordt dit artikel bijgevolg artikel 4.

*
* *

Het gehele wetsvoorstel zoals het werd gewijzigd, wordt eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

G. SWENNEN

De Voorzitter,

Y. YLIEFF